



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/TRADE/C/CEFACT/2007/27  
6 mars 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**COMITÉ DU COMMERCE**

Centre pour la facilitation du commerce  
et les transactions électroniques

Treizième session  
Genève, 14-16 mai 2007  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTIONS D'ORGANISATION**

Renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce et de transactions  
électroniques dans la région méditerranéenne (projet E-Med Business)

Rapport final

Le présent document est soumis pour information. Il contient le rapport final sur la mise en œuvre du projet E-Med Business par trois commissions régionales des Nations Unies: la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

## I. GÉNÉRALITÉS

1. La mondialisation et le développement rapide des transports, des télécommunications et des technologies de l'information exercent des pressions croissantes sur les pays exportateurs du bassin méditerranéen. Les facteurs qui ont une incidence sur la compétitivité de ces pays sont entre autres les coûts des marchandises et la rapidité d'adaptation aux besoins du marché.

Les coûts augmentent pour les entreprises si les procédures officielles sont complexes, opaques et inefficaces et si elles ne sont pas largement connues des milieux d'affaires. Le fait de ne pas avoir accès aux technologies du commerce électronique et de ne pas se rendre compte que de telles technologies peuvent améliorer l'efficacité des opérations commerciales empêche de réagir rapidement aux besoins du marché. Il est particulièrement difficile aux petites et moyennes entreprises de surmonter ces problèmes.

2. Un certain nombre de gouvernements ont compris l'importance que l'utilisation des technologies modernes avait pour la compétitivité des entreprises locales, en particulier dans la gestion des activités commerciales internationales. Des initiatives nationales/bilatérales/régionales visant à ce que ces entreprises aient plus facilement accès à ces technologies et les utilisent plus efficacement ont été lancées.

3. La Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont élaboré divers programmes pour aider les petites et moyennes entreprises dans leur région respective. La CEE, qui accueille le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques, a acquis une expérience considérable dans ce domaine.

Le présent projet a contribué à mettre en œuvre la résolution 1998/46 du Conseil économique et social, qui appelle les commissions régionales à entretenir une coopération étroite et à échanger des informations sur les meilleures pratiques aux fins d'un renforcement des synergies et complémentarités entre leurs programmes de travail.

4. Dans le cadre du projet, le commerce électronique est défini comme un échange d'informations et de prescriptions (prescriptions juridiques, procédures et données, par exemple) à l'intérieur des entreprises et entre elles, à l'appui de leurs activités commerciales. Si le commerce électronique, en tant que tel, recouvre les relations d'entreprise à entreprise et d'entreprise à gouvernement, le domaine d'application du projet n'inclut pas le consommateur.

## II. RÉSUMÉ DU PROJET

5. Le projet E-Med Business portait essentiellement sur la facilitation du commerce dans les pays méditerranéens membres de la CEE, de la CESAO ou de la CEA et ne faisant pas partie de l'Union européenne. Il visait à renforcer les capacités en matière de facilitation du commerce et de transactions électroniques dans la région méditerranéenne et a consisté à promouvoir et appliquer une démarche intégrée permettant, par le biais des recommandations et des normes du CEFACT-ONU, de simplifier les procédures commerciales dans la région. Il comprenait une composante supplémentaire de renforcement des capacités de mise en œuvre des recommandations du CEFACT-ONU au moyen du projet UNeDocs<sup>1</sup> relatif aux documents

---

<sup>1</sup> <http://www.unedocs.org>.

commerciaux électroniques – projet qui établit un lien entre documents papier et documents électroniques.

6. Le projet a été mis en œuvre conjointement par trois des commissions régionales des Nations Unies: la CEE, la CESA0 et la CEA. Les organisations partenaires étaient le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du commerce international (CCI), l'Association des chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée (ASCAME/CCI de Barcelone) et le Centre TIME de l'École supérieure de commerce (ESC de Grenoble).

7. À l'issue du projet, des demandes de mise en œuvre de projets de coopération technique s'inscrivant dans le cadre du projet UNEDocs ont été formulées par la Bulgarie et la Turquie. Le projet UNEDocs répond à la volonté des gouvernements et des organismes publics et privés des pays de la CEE de réduire la fracture numérique.

8. Le séminaire de lancement du projet a eu lieu à Genève en janvier 2003. Parmi les 30 participants à ce séminaire figuraient l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la République arabe syrienne et le territoire palestinien occupé (région de la CESA0); l'Algérie, le Maroc et la Tunisie (région de la CEA); et Israël, Malte et la Turquie (région de la CEE). À cette occasion, les concepts fondamentaux de la facilitation du commerce et des transactions électroniques ont été examinés, notamment les partenariats public-privé et certaines questions d'ordre politique, technique et technologique.

9. Les participants à ce premier séminaire ont recommandé de créer des comités régionaux pour la facilitation du commerce (comités PRO) dans les régions de la CEA et de la CESA0, sur le modèle du réseau régional des organismes nationaux de facilitation du commerce (SECIPRO) mis en place dans le cadre de l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI). Le séminaire a déclenché un processus dynamique dans le cadre duquel les besoins de chaque sous-région ont été recensés et pris en compte dans le plan d'action adopté au titre du projet afin de doter la région d'une langue commune en matière de facilitation du commerce.

10. Au cours du séminaire suivant de la CEE consacré à la facilitation du commerce et organisé à l'intention de Malte, de la Turquie et d'Israël, «la promotion, par les organismes de normalisation, de l'application des normes internationales qui s'appuient sur des applications logicielles» a été considérée comme un aspect essentiel de la facilitation du commerce.

11. Les participants au séminaire national organisé en Turquie ont étudié les moyens de renforcer l'application des normes du CEFACT-ONU en matière de commerce électronique. Après ce séminaire, la Turquie a inscrit l'élaboration de documents commerciaux électroniques dans sa stratégie nationale concernant les technologies de l'information et de la communication (TIC). À l'occasion du forum organisé par le CEFACT-ONU en 2005 sur le thème du commerce sans papier, le Bureau du sous-secrétaire de l'Administration turque des douanes a pu présenter les premiers résultats de l'application de cette stratégie. Sous la direction du Premier Ministre, un groupe de travail avait été chargé d'élaborer un plan d'échange de données et de documents électroniques avec l'UE. Un projet pilote de documents commerciaux électroniques (projet eDocuments) avait été mis en place dans la zone de libre-échange de Bursa (Gemlik). Ce projet a constitué un banc d'essai national pour la simplification des procédures commerciales et

l'application des techniques et normes modernes en matière de documents électroniques. Il a permis de faire d'importantes modifications législatives afin de faciliter l'adoption du commerce électronique et d'assurer la confidentialité et la protection des données.

12. En coopération avec la CEE, le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord a organisé trois ateliers sur la facilitation du commerce en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Ce programme a débouché sur l'approbation de deux recommandations du CEFACT-ONU pour la mise en œuvre des techniques modernes d'évaluation des risques et le traitement automatisé des informations relatives au commerce.

13. Dans la région de la CESA, une fois les audits nationaux achevés, des ateliers ont été organisés dans chaque pays participant, en commençant par la Jordanie, puis en Égypte, au Liban, dans le territoire palestinien occupé et en République arabe syrienne. Ces ateliers ont été suivis par un atelier régional et un séminaire régional. En liaison avec le projet E-Med Business, la CESA favorise depuis quelque temps la création, dans les États membres, de comités pour la facilitation du commerce et des transports (Recommandation n° 4 du CEFACT-ONU relative aux organismes nationaux de facilitation du commerce). Afin de mettre en place un processus permanent de consultations et de coopération entre les organismes du secteur public qui prennent part à la réglementation et au contrôle du commerce transfrontalier et entre les acteurs commerciaux publics et privés, plusieurs pays participants créent actuellement de tels comités, qui poursuivront les travaux engagés dans le cadre du projet E-Med Business. En particulier, la Jordanie a créé un comité national du commerce et des transports par décret du Premier Ministre en date du 20 février 2003 et la République arabe syrienne a créé un comité national par décret du Premier Ministre en date du 10 novembre 2004. Dans le territoire palestinien occupé, un comité national a été créé en décembre 2002.

14. Le séminaire régional organisé par la CEA au Maroc a réuni les directeurs du projet dans les pays et des représentants des secteurs public et privé d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, ainsi qu'un formateur de l'ESC de Grenoble. Il a permis de souligner combien il importe de défendre la notion de gestion de la chaîne d'approvisionnement et a donné aux participants l'occasion de prendre conscience de l'importance des normes du CEFACT-ONU en matière de facilitation du commerce et de transactions électroniques, notamment au vu des expériences concluantes des pays en développement. Les séminaires nationaux organisés en Algérie, en Tunisie et au Maroc ont montré qu'il n'existait pas de stratégie unique en matière de facilitation du commerce et de transactions électroniques. Les représentants des organes gouvernementaux et du secteur privé ont prié la CEA et la CEE d'étudier plus avant les possibilités de fournir une assistance technique effective aux réseaux nationaux de facilitation du commerce dont la création a été recommandée.

15. Notre évaluation globale fondée sur les activités de suivi entreprises par les États membres et, comme on l'a indiqué plus haut, sur les demandes d'assistance complémentaire formulées par l'Algérie, le Maroc et la Turquie, ainsi que sur les enseignements tirés des séminaires et des ateliers, a permis de conclure que le présent projet répondait aux préoccupations et aux besoins des États membres. Ainsi, ce projet a jeté les bases d'un nouvel accroissement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) de la région, qui s'appuie sur une amélioration des procédures commerciales et une utilisation accrue des normes en matière de commerce électronique et des outils informatiques.

### **III. COMPTE RENDU DES RÉALISATIONS**

#### **A. Application plus large des normes des Nations Unies concernant la facilitation du commerce et les transactions électroniques par le biais d'une coopération entre les pays de la région**

16. Au cours du projet, tous les pays participants ont reconnu la pertinence et l'importance des concepts fondamentaux de la facilitation du commerce et des transactions électroniques, qui sont au cœur du projet E-Med Business. Ce projet a fait prendre conscience aux gouvernements de la disponibilité, dès à présent, de nombreux instruments de grande valeur. Certains de ces instruments étaient déjà utilisés dans les pays participants; certains avaient été adoptés grâce au projet E-Med Business.

17. On peut citer à titre d'exemple les bonnes pratiques et les enseignements mis en œuvre dans le cadre d'initiatives telles que le projet tunisien de la «Liasse unique», l'initiative «e-Turkey», les initiatives régionales du SECIPRO et le projet turc de documentation électronique pour le commerce international.

18. On peut également citer les efforts faits par la CESAO pour créer des comités nationaux pour la facilitation du commerce et des transports (Recommandation n° 4 du CEFACT-ONU relative aux organismes nationaux de facilitation du commerce) et la recommandation de la CESAO relative à la création d'un comité régional: le MEDIPRO. En outre, la CEA a recommandé, pour mettre en œuvre les instruments existants, de renforcer la coopération sous-régionale sous les auspices du CEFACT-ONU. De nombreuses voix se prononcent en faveur d'une poursuite du renforcement des capacités et de l'assistance technique visant à promouvoir et mettre en œuvre les normes définies par le CEFACT-ONU. Les représentants nationaux et les coordonnateurs régionaux ont estimé que la mise en œuvre des normes du CEFACT-ONU aux niveaux national et régional serait une étape importante vers une approche coordonnée de la facilitation du commerce dans la région.

#### **B. Coopération régionale et sous-régionale renforcée en matière de facilitation du commerce**

19. Un résultat important du projet E-Med Business a été l'adoption d'une recommandation par tous les pays de la CEA qui ont participé au premier des deux ateliers régionaux organisés par la Commission, qui s'est tenu à Rabat (Maroc) en juin 2004. Dans cette recommandation, les pays en question réaffirment leur volonté de mettre en place un réseau sous-régional permettant de coordonner, diffuser et mettre à jour des informations sur la facilitation du commerce dans les différents pays d'Afrique du Nord afin de stimuler les échanges commerciaux dans la sous-région. En outre, les pays participants ont exprimé leur intention d'utiliser le CEFACT-ONU en tant que point de coordination avec les organismes sous-régionaux de promotion et de facilitation du commerce. Ils ont demandé à la Chambre algérienne de commerce et d'industrie de servir de coordonnateur dans l'intérêt de tous les acteurs économiques de la sous-région.

### **C. Coopération accrue entre les réseaux d'experts**

20. Le projet a permis de renforcer la coopération entre le Partenariat mondial pour la facilitation du transport et du commerce mis en place par la Banque mondiale et les coordonnateurs régionaux en assurant un financement supplémentaire par des donateurs potentiels dans le cadre de la mise en œuvre du projet dans certains pays. Ce financement est particulièrement important sur le plan de la durabilité du projet et de ses résultats.

21. En outre, le projet a permis de mettre en relation les experts du projet E-Med Business et les universitaires de l'ESC de Grenoble<sup>2</sup>. Ainsi, le projet a créé des synergies entre les représentants du monde des affaires, des gouvernements et des milieux universitaires de la région. En outre, et il s'agit là encore d'un facteur important pour la durabilité du projet, E-Med Business a permis de créer un lien entre deux programmes dont l'un est financé par le Compte des Nations Unies pour le développement et l'autre par l'Union européenne (par l'intermédiaire des programmes Euromed et EUMEDIS). Le projet a bénéficié de l'engagement de l'Association des chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée (ASCAME), qui s'est traduit par un échange d'informations et d'invitations mutuelles à participer à des séminaires.

### **D. Aptitude accrue des petites et moyennes entreprises de la région à intégrer la chaîne d'approvisionnement internationale**

22. Le projet «Medforist» de l'ESC de Grenoble, financé par l'Union européenne, a donné lieu, dans le cadre de séminaires et d'ateliers, à une coopération entre le réseau Medforist et celui des coordonnateurs régionaux qui participent au projet du Compte des Nations Unies pour le développement. Ce programme de «formation d'instructeurs» préconise l'utilisation des normes des Nations Unies dans les programmes d'enseignement portant sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans les pays bénéficiaires. De ce fait, il a créé des synergies et des complémentarités entre les représentants de PME, d'universités et de centres de recherche et les directeurs du projet dans les pays.

## **IV. RÉSULTATS DU PROJET**

### **A. Composante 1**

23. Définition des besoins et des problèmes concernant les obstacles au commerce dans les pays méditerranéens qui ne sont pas membres de l'Union européenne, ainsi que de la manière de surmonter ces obstacles en ayant recours aux mesures de la CEE sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques.

### **Résultats quantitatifs**

24. Neuf rapports:

a) Huit rapports d'audit national de la facilitation du commerce, fondés sur la méthodologie d'audit de la Banque mondiale, ont été établis pour la Jordanie, le Liban, la

---

<sup>2</sup> <http://www.esc-grenoble.fr/time/time.htm>.

République arabe syrienne, le territoire palestinien occupé, l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc;

b) Un bref rapport intitulé «Summary Review of International Trade, and National and Regional Trade Facilitation Projects in the E-Med Region, a national and regional perspective» a été rédigé afin d'inventorier et de décrire les initiatives et projets de facilitation du commerce de six pays participant au projet E-Med Business (Turquie, Malte, Israël, Algérie, Maroc et Tunisie). Ce rapport analyse les flux commerciaux et met en évidence les principaux points de blocage dans les chaînes d'approvisionnement, tant du point de vue national que régional.

25. Sept ateliers de formation interactifs ont été organisés:

a) Un atelier sur la gestion de la chaîne logistique<sup>3</sup>, qui s'est tenu à Rabat (Maroc) les 11 et 12 juillet 2003. Cet atelier a permis d'avoir une vision globale des stratégies modernes de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Les participants ont appris comment améliorer l'efficacité des chaînes nationales d'approvisionnement et comment utiliser les outils du commerce électronique pour accroître leur compétitivité;

b) Cinq ateliers nationaux sur la facilitation du commerce, qui se sont tenus en Jordanie (24-25 mars 2004), en République arabe syrienne (25-26 août 2004), au Liban (8-9 novembre 2004), dans le territoire palestinien occupé (18 octobre 2005) et en Égypte (14 novembre 2005). À la suite de ces ateliers, des décrets gouvernementaux ont été pris pour autoriser la création de comités nationaux de facilitation des transports et du commerce en Jordanie, en République arabe syrienne et en Égypte, tandis qu'au Liban, le Ministère des finances et le Ministère des travaux publics et des transports étudient activement la question;

c) Un atelier national sur la facilitation du commerce, qui s'est tenu à Malte (18-20 juin 2003) et a été consacré à la «facilitation du commerce et des transports dans la chaîne d'approvisionnement»<sup>4</sup>. Cet atelier, organisé dans le cadre du projet Medforist de l'ESC de Grenoble, a permis de mettre en lumière le faible niveau de connaissance et de mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce par les milieux d'affaires, même dans les pays avancés. Il a également permis de souligner que la promotion des mesures existantes dans les pays de la région méditerranéenne ferait progresser considérablement les programmes de facilitation du commerce de ces pays.

## **B. Composante 2**

26. Renforcement des capacités institutionnelles des administrations publiques et des gouvernements participants afin de simplifier et d'harmoniser les procédures commerciales tout au long de la chaîne des transactions et d'automatiser et informatiser l'administration.

---

<sup>3</sup> [http://www.unemed.net/eca\\_step1.htm](http://www.unemed.net/eca_step1.htm).

<sup>4</sup> <http://www.unemed.net/step2.htm>.

## **Résultats quantitatifs**

### **1. Création d'un site Web à l'appui du projet ([www.unemed.net](http://www.unemed.net))<sup>5</sup>**

27. Un site Web interrégional a été créé pour aider à diffuser le matériel de formation et pour évaluer les besoins en cyberenseignement et les capacités technologiques XML<sup>6</sup>.

28. Le contenu du site Web a été constamment augmenté et amélioré au fil du projet. Le site présente des informations sur les organisations participantes, les séminaires et le matériel de formation. Par ailleurs, la CEE a mis au point des programmes avancés de démonstration de l'utilisation du commerce sans papier en combinaison avec les technologies Internet disponibles sur le site Web.

### **2. Deux ateliers régionaux**

29. Deux ateliers régionaux de trois jours, dont l'un s'est tenu à Rabat (Maroc) du 19 au 23 juin 2004 pour la région de la CEA et l'autre au Caire (Égypte) du 13 au 15 décembre 2005 pour la région de la CESAO.

### **3. Achat de matériel informatique**

30. Acquisition de matériel informatique pour renforcer les systèmes nationaux existants de recueil, de traitement et de diffusion de données et d'informations à des fins de coopération régionale. En particulier, du matériel informatique a été acheté pour soutenir les activités des comités nationaux pour la facilitation du commerce et des transports en Jordanie, au Liban et dans le territoire palestinien occupé.

## **C. Composante 3**

31. Renforcement des capacités de façon à améliorer la compétitivité des entreprises dans la région méditerranéenne, sur les marchés régionaux et mondiaux, en simplifiant les procédures commerciales tout au long de la chaîne des transactions, en automatisant et informatisant ces procédures et en facilitant la participation des PME au commerce électronique.

## **Résultats quantitatifs**

### **1. Onze ateliers nationaux ont été organisés**

32. Algérie, 11-13 octobre 2003; Ankara (Turquie), 19-29 décembre 2003; Jordanie, 24-25 mars 2004; Tel Aviv (Israël), 7-8 juin 2004; Tunisie, 10-12 juin 2004; Maroc, 19-23 juin 2004; République arabe syrienne, 25-26 août 2004; Liban, 8-9 novembre 2004; territoire palestinien occupé, 18 octobre 2005; Égypte, 14 novembre 2005; Beyrouth (Liban), 18-21 juin 2006.

---

<sup>5</sup> <http://www.unemed.net>.

<sup>6</sup> Langage de balisage extensible.



## **2. Trois outils de formation interactifs ont été mis au point**

33. Trois outils de formation ont été mis au point pour appuyer l'assistance technique fournie aux gouvernements et aux commerçants dans le domaine de la simplification, de l'harmonisation et de l'automatisation des procédures officielles influant sur le commerce. Ces outils ont été largement utilisés tant au niveau national que régional.

### **2.1 Normes et instruments de facilitation du commerce et des transports<sup>7</sup>**

34. Il s'agit d'une explication détaillée des normes et des instruments de facilitation du commerce et des transports. Cet outil de formation a été mis au point en coopération avec le Centre du commerce international (CCI) sur la base de la Recommandation n° 18 du CEFACT-ONU<sup>8</sup> (Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international).

35. L'objectif consiste à former à la fois des responsables gouvernementaux et des dirigeants d'entreprises privées. Le thème de la formation est l'efficacité des principaux processus de la chaîne d'approvisionnement (acheter, expédier, payer) et les liens entre ces processus et l'administration des douanes. Les questions ci-après sont précisées et expliquées:

a) Les flux d'informations, de marchandises et de ressources financières dans la chaîne d'approvisionnement internationale, ainsi que les importantes procédures commerciales qui définissent et/ou régissent ces flux;

b) La manière dont exportateurs et importateurs peuvent gagner en rentabilité en appliquant des solutions pratiques optimales;

c) La manière dont les responsables de l'élaboration des politiques et les gouvernements peuvent se servir des instruments de facilitation pour améliorer les résultats commerciaux de leur pays;

d) Les mesures de facilitation telles que les contrats de vente internationaux normalisés, les éléments essentiels des formalités douanières, la Convention douanière de Kyoto modifiée et les aspects documentaires du commerce international, des transactions électroniques et du financement des exportations.

### **2.2 Stratégies de commerce électronique à l'intention des PME: initiation à l'Instrument d'auto-évaluation en matière de commerce électronique<sup>9</sup>**

36. Cet outil de formation est fondé sur l'*Instrument d'auto-évaluation en matière de commerce électronique* mis au point par l'ESC de Grenoble à l'intention des PME. Il a été conçu conjointement par la CEE et le Centre TIME de l'ESC de Grenoble. Cet outil d'auto-évaluation aide les dirigeants à analyser leur entreprise sous l'angle du marché, à définir des scénarios

---

<sup>7</sup> <http://www.unece.org/etrades/UNeMed/CD1/>.

<sup>8</sup> <http://www.unece.org/cefact/rec/rec18en.htm>.

<sup>9</sup> <http://www.unece.org/etrades/UNeMed/CD3/>.

d'évolution, des processus et des objectifs commerciaux et à mettre au point une stratégie de commerce électronique afin d'améliorer la compétitivité de l'entreprise. En donnant des informations générales et des explications au moyen de vidéos, il guide les dirigeants au fil des différentes étapes d'une évaluation des besoins et de l'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre du commerce électronique. En remplissant les formulaires d'auto-évaluation, les dirigeants élaborent progressivement un plan d'action en matière de commerce électronique adapté à leur entreprise.

### 2.3 Gestion de la chaîne d'approvisionnement<sup>10</sup>

37. Lorsqu'ils conçoivent et mettent en œuvre des stratégies de facilitation du commerce, les décideurs doivent bien comprendre la structure et le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement. Ce module familiarise les participants avec les principaux aspects que recouvre la notion de chaîne d'approvisionnement. Il aide les participants à comprendre les différents types de chaîne d'approvisionnement et les conséquences pour l'approvisionnement, la production, la vente, le transport et le financement. Il explique quels sont les éléments d'une chaîne d'approvisionnement et analyse les flux de marchandises, de ressources financières et d'informations. Il explique la notion active de chaîne d'approvisionnement et l'effet décisif du marché de l'exportation sur la structure de la chaîne d'approvisionnement. Au moyen d'études de cas, les participants peuvent analyser des chaînes d'approvisionnement et mettre au point des stratégies permettant aux gouvernements et aux entreprises d'améliorer leur efficacité commerciale. Cet outil de formation a été élaboré en coopération avec l'ESC de Grenoble.

## V. AUTRES ACTIVITÉS

38. Le projet E-Med Business a largement contribué à promouvoir et élargir le projet UNeDocs. Il a sensibilisé les gouvernements et les entreprises de la région à l'importance d'un échange de données transfrontalier à la fois efficace et automatisé. Lors de la session plénière de 2005 du CEFACT-ONU, les représentants ont noté l'importance stratégique du projet UNeDocs pour la facilitation du commerce et ont chargé le CEFACT-ONU d'élargir ce projet en tant que future norme mondiale en matière de documents commerciaux internationaux.

39. Les activités menées dans le cadre du projet ont constitué la base du Forum exécutif du CEFACT-ONU sur le commerce sans papier dans les chaînes d'approvisionnement internationales, qui s'est tenu en juin 2005 à Genève avec le soutien de toutes les commissions régionales des Nations Unies. Ce forum a donné lieu à la publication d'une *Feuille de route pour un commerce sans papier*, document qui a été transmis en tant que contribution régionale au Sommet mondial sur la société de l'information, qui s'est tenu à Tunis en 2005.

---

<sup>10</sup> Le module de formation peut être téléchargé à l'adresse suivante:  
<http://www.unece.org/etrades/UNeMed/CD2/>.

## Références

### A. Sites Web

- Projet UN/E-Med, <http://www.unemed.net>;
- Sommet mondial sur la société de l'information, [http://www.itu.int/wsis/preparatory/events\\_calendar.asp?year=2005&month=0](http://www.itu.int/wsis/preparatory/events_calendar.asp?year=2005&month=0);
- CEFACT-ONU, <http://www.uncefact.org>;
- UNeDocs, <http://www.unedocs.org>;
- TBG2 du CEFACT-ONU, [http://unece.org/cefact/forum\\_grps/tbg/tbg2\\_edocs/tbg2\\_edocs.htm](http://unece.org/cefact/forum_grps/tbg/tbg2_edocs/tbg2_edocs.htm).

### B. Communiqués de presse de la CEE<sup>1</sup>

- United Nations launches major trade facilitation project for the Mediterranean region, 28 juin 2002;
- Séminaire interrégional «Mise à niveau pour la facilitation du commerce et le commerce électronique dans les pays méditerranéens» (projet E-Med Business), 21 février 2003;
- UNECE and SITPRO to develop toolkit of Electronic Trade Documents for world trade community, 13 mai 2003;
- Digital paper for Trade UNECE Announces the First Release of Electronic Trade Document Set for Pilot Implementation, 2 mars 2004;
- United Nations Group calls for “Task Force on electronic Documents”, 28 octobre 2004;
- UN/CEFACT releases Roadmap to paperless Trade, 12 juillet 2005.

### C. Rapports et publications

- Rapport du Séminaire interrégional sur le renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce et des transactions électroniques dans la région méditerranéenne (projet E-Med Business), 5 mars 2003, TRADE/2003/20;
- Rising to the Digital Challenge, Lessons from Mediterranean Enterprises, Centre TIME, Grenoble École de management, 2005 (ISBN 9957-8585-1-3);

---

<sup>1</sup> [http://www.unece.org/press/current\\_press\\_h.htm](http://www.unece.org/press/current_press_h.htm).

- UNeMED: Liste d'exposés et de documents d'orientation<sup>2</sup>;
- Facilitation du commerce et du transport (projet E-Med Business), document de la CEA;
- Summary review of international trade and national and regional trade facilitation projects in the UNeMED region<sup>3</sup>.

**D. Statistiques du site Web unemed.net (année 2006)**  
**Rapport UNeMED.NET**

Rapport Résumé – <a href="http://www.unemed.net">www.unemed.net</a> Période du 01/01/2006 au 08/10/2006	
Nombre total de sessions	17 930,00
Nombre total de pages consultées	61 903,00
Nombre total de connexions	<b>106 311,00</b>
Nombre total d'octets transférés	739,52 MB
Nombre moyen de sessions par jour	80,77
Nombre moyen de pages consultées par jour	278,84
Nombre moyen de connexions par jour	<b>478,88</b>
Nombre moyen d'octets transférés par jour	3,33 MB
Nombre moyen de pages consultées par session	3,45
Nombre moyen de connexions par session	5,93
Nombre moyen d'octets transférés par session	42,23 KB

-----

<sup>2</sup> <http://www.unemed.net/documents.htm>.

<sup>3</sup> <http://www.unece.org/etrades/UNeMED/docs/A-Meddraft1.1-27-01-2005.doc>.